

COMMUNIQUÉ

La ministre N. Belloubet doit abroger la réforme des lycées pros

Il aura fallu quatre semaines, une ministre hors-sol, déconnectée de la réalité de l'École et des grèves réussies pour que le Premier ministre G. Attal revienne à la raison et consente à nommer une ministre de plein exercice pour l'Éducation nationale.

Les deux premières exigences que le SNUEP-FSU portera auprès de la nouvelle ministre sont d'une part, qu'elle abroge la réforme des lycées pros et, d'autre part, que la voie professionnelle publique et laïque sorte des griffes du ministère du travail et retrouve sa place pleine et entière dans l'Éducation nationale. Le SNUEP-FSU jugera la ministre sur ses actes et lui demande de respecter la démocratie et d'écouter les personnels et leurs principales organisations syndicales qui exigent le retrait de cette réforme.

Le SNUEP-FSU salue aussi le « courage » de C. Grandjean qui, après avoir scrupuleusement organisé le démantèlement de nos lycées pro, mis en péril l'avenir des jeunes et dégradé les conditions de travail de tous les personnels, se dérobe de ses responsabilités en fuyant furtivement « le service après-vente » de sa réforme qui s'annonce explosif dans nos établissements. Elle désobéit donc à son premier ministre qui avait pourtant insisté sur la formule « tu casses, tu ré pares » dans son discours de politique générale !

Le SNUEP-FSU continuera de porter haut et fort la voix des personnels des lycées pros en particulier sur la question des salaires et des conditions de travail. Il y a urgence à revaloriser nos métiers et à engager de véritables négociations pour des augmentations sans contrepartie. Le SNUEP-FSU dénoncera sans relâche les 21 milliards engloutis sans contrainte et sans obligation de résultat par l'apprentissage alors même que les lycées pros manquent cruellement de moyens pour faire réussir tous les jeunes.